

## Burundi : des opposants en exil réclament "des sanctions" contre le régime

@rib News, 15/05/2018 Source AFP Des membres de la société civile burundaise en exil ont enjoint mardi la communauté internationale de "prendre des sanctions" à l'encontre du régime de Bujumbura pour l'amener à négocier une issue à la violente crise politique qui fracture le pays. [Photo : Le défenseur des droits de l'Homme Pierre Claver Mbonimpa (d) et la journaliste burundaise Elyse Ngabire (g) donnent une conférence de presse le 15 mai 2018 à Paris.]

"Prenez des sanctions, un embargo. Passez à l'acte et ne faites pas seulement des déclarations", a lancé le défenseur des droits de l'Homme Pierre Claver Mbonimpa, à l'intention de la communauté internationale. Réfugié depuis 2015 en Belgique, après une tentative d'assassinat, M. Mbonimpa s'est exprimé lors d'une conférence de presse organisée à Paris par la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) deux jours d'un scrutin-citoyen pour le Burundi. Après trois ans d'une crise ayant fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés, les Burundais doivent se prononcer jeudi par référendum sur une réforme de la Constitution qui permettrait au président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de rester en place jusqu'en 2034. La FIDH a dénoncé dans un rapport mardi "une campagne de terreur pour contraindre les Burundais(es) à voter oui" à ce référendum, avec des meurtres, passages à tabac ou arrestations arbitraires d'opposants présumés. "Ce référendum va enterrer l'accord d'Arusha qui avait ramené la paix et la réconciliation des Burundais", a déploré M. Mbonimpa. Signé en 2000, cet accord visait à assurer l'équilibre le pouvoir entre les deux principales ethnies, Hutu et Tutsi, et stipulait notamment qu'un président ne pouvait pas se maintenir plus de 10 ans au pouvoir. "Si on déclare que le oui a gagné, cela pourrait déclencher des soulèvements", a mis en garde M. Mbonimpa. "Nous pourrions revenir aux années où nous avons connu des guerres civiles", qui ont fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006. "Il faut qu'il y ait des sanctions pour amener Pierre Nkurunziza à négocier", a renchéri ses collègues Elyse Ngabire, ancienne journaliste du groupe Iwacu réfugiée depuis 2015 en France après avoir été victime de menaces. "J'en veux aux Nations unies, ils ont laissé un boulevard à Pierre Nkurunziza, il a brigué (en 2015) un troisième mandat contre l'accord d'Arusha, contre la Constitution, contre toutes les lois du Burundi et ils l'ont laissé faire. Il a cru que tout lui était permis et maintenant voilà où on en est". "Je m'inquiète pour l'avenir, on tend vers une situation de grande violence", a ajouté Mme Ngabire. "Tout ce qui se passe au Burundi au vu de la communauté internationale, des Nations unies, c'est une honte. Ces institutions n'existent que de nom".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});